

LES FINANCES

LA LISTE NOIRE DE LA COMMISSION AMÉRICAINE DES VALEURS

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. A-t-on signalé au ministre que le Canada est maintenant en tête de la liste noire de la Commission américaine des valeurs? Si oui, pourrait-il indiquer à la Chambre les mesures qu'il va prendre pour rétablir la réputation du Canada?

L'hon. Ronald Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, on ne m'a pas soumis le rapport auquel l'honorable député fait allusion, mais je demanderai à le voir sans tarder. C'est pour maintenir et protéger la réputation internationale du Canada que le gouvernement et moi-même voulons encourager l'établissement d'une forme quelconque d'administration nationale des titres.

[Plus tard]

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Tantôt, en réponse au député de Waterloo, on a parlé d'une déclaration de la Commission du change et des valeurs. J'ai eu le temps d'y jeter un coup d'œil et j'aimerais souligner qu'il s'agit d'un rapport tiré du *Financial Post* du 8 mars dans lequel on parle de 19 sociétés canadiennes. Il ne faudrait pas l'interpréter comme étant une atteinte à l'excellente réputation dont jouissent en général les sociétés canadiennes sur les marchés étrangers.

LES LANGUES OFFICIELLES

LA PRÉSENTATION DU PROJET DE LOI

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au président du Conseil privé en sa qualité de leader à la Chambre. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter le bill sur les langues officielles avant le congé de Pâques ou de le mettre de côté jusqu'après l'élection complémentaire, comme l'ont demandé les organisateurs libéraux de la Colombie-Britannique?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le député se rappelle peut-être qu'à la suite de la conférence fédérale-provinciale, mon collègue le ministre de la Justice a accepté de consulter les premiers ministres provinciaux de l'Ouest au sujet de ce bill afin d'y apporter des amen-

[M. l'Orateur.]

dements, au besoin. Je pense que nous devrions accéder à cette requête. Je ne m'attends donc pas que la Chambre soit saisie du bill la semaine prochaine.

Je pourrais peut-être profiter de l'occasion, monsieur l'Orateur, pour annoncer l'ordre des travaux de la Chambre pour la semaine prochaine.

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant que le ministre s'exécute, il y aurait peut-être lieu que la présidence donne la parole à deux ou trois députés qui aimeraient bien poser une question.

LE COMMERCE

LES OIGNONS—LES EXPÉDITIONS DE MONT-RÉAL VERS LE ROYAUME-UNI

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre va-t-il faciliter l'expédition, du port de Montréal, de 5 ou 6,000 tonnes d'oignons de l'Ontario au Royaume-Uni, comme l'a demandé l'industrie, en vue de l'écoulement indispensable et complet de ce produit?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Mon ministère n'a rien eu à voir avec cela mais, sauf erreur, le ministre du Travail s'en est occupé. Je ferai un rapport là-dessus demain.

LA DÉFENSE NATIONALE

LES ENTRETIENS AVEC LES LEADERS DU CONGRÈS AU SUJET DU SYSTÈME ABM

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre au sujet de son voyage à Washington. Comme il a dit hier, au cours de ses remarques sur le système des engins antiengins, qu'il n'était pas encore sûr de vouloir discuter de la chose, pourrait-il dire à la Chambre s'il s'entretiendra avec d'autres que le président à ce sujet à Washington? Si oui, rencontrera-t-il notamment des leaders du Congrès?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est sur l'invitation du président des États-Unis que je vais à Washington. Au cours de mon séjour là-bas, je compte avoir des entretiens officiels à Washington avec divers dirigeants et autres mais il ne s'agira pas de réunions d'affaires.